

ALLOCATIONS FINANCIÈRES AU TITRE DE L'AIDE SOCIALE A L'ENFANCE

FICHE
N° 30

1. LE DISPOSITIF

A- Qu'est-ce-que les allocations financières au titre de l'Aide sociale à l'enfance ?

Le versement d'allocations financières au titre de l'aide sociale à l'enfance constitue une des modalités que peuvent prendre les mesures d'aide à domicile lorsque les ressources parentales ne permettent pas de répondre aux besoins fondamentaux de l'enfant.

Cette prestation est non imposable, incessible et insaisissable.

Références

Code de l'action sociale et des familles (CASF) Art. L 222-1, 222-2, 222-3 et 222-4, L223-1

B- Qui peut en bénéficier ?

Le père ou la mère du mineur, à défaut, celui qui assume la charge effective du mineur, la femme enceinte, le majeur âgé de moins de 21 ans.

C- Conditions d'attribution

Elles peuvent être apportées :

- aux parents qui ont la charge effective du mineur et qui sont confrontés à de graves difficultés financières ne permettant pas d'assurer leurs responsabilités parentales vis-à-vis de l'enfant ;
- à une famille dont au moins un des mineurs est en risque ou en danger ;
- aux femmes enceintes confrontées à des difficultés médicales ou lorsque leur santé ou celle de leur enfant l'exige ;
- à des majeurs âgés de moins de 21 ans confrontés à de graves difficultés sociales.

D- Où faire la demande ? Quelle est la procédure d'attribution ?

La demande est effectuée en Agence Départementale des Solidarités. La situation est soumise à une évaluation préalable destinée :

- à faire état du contexte affectif, éducatif et matériel dans lequel vit la famille ;
- à déterminer sa capacité à soutenir l'évolution globale de l'enfant, les freins et les conséquences des conditions financières dans lesquelles se trouve la famille sur le développement de l'enfant et sur sa prise en charge ;
- à prendre en compte les ressources que la famille peut trouver dans son environnement social et/ou familial.

Pièces du dossier :

- justificatif de ressources et charges ;
- justificatif d'état civil ;
- justificatif rendant compte des conditions nécessaires à l'étude de la demande ;
- relevé d'identité bancaire (RIB) ou postal au nom du demandeur.

E- Quelle est la procédure d'attribution ?

La décision est prise en Agence Départementale des Solidarités. Les voies de recours gracieux et/ou contentieux sont signifiées lors de la notification de la décision.

L'aide, fixée pour une durée limitée, peut être renouvelée. Toute nouvelle demande fait l'objet d'une nouvelle évaluation qui prend en compte les répercussions de la précédente aide sur la dynamique familiale et sur la prise en compte des besoins de l'enfant.

Elle peut être versée à la famille ou directement au tiers qui assure une prestation au bénéfice de l'enfant.

**ALLOCATIONS FINANCIÈRES AU TITRE DE L'AIDE
SOCIALE A L'ENFANCE****FICHE
N° 30**

Le Département contrôle que la mise en œuvre de l'aide est conforme à l'objet pour lequel elle a été attribuée.

Ce contrôle peut être réalisé sur demande de transmission de pièces justificatives de l'utilisation des sommes versées.

L'aide peut être réduite, suspendue ou supprimée si son bénéficiaire retrouve des ressources suffisantes ou s'il ne l'utilise pas pour les besoins de l'enfant.

2. OÙ SE RENSEIGNER ?

Les Agences Départementales des Solidarités.

3. À CONSULTER SUR www.loiret.fr

L'imprimé unique d'évaluation